Pour remercier terroristes et autres décapiteurs, Cazeneuve leur offre un concordat spécial !

écrit par Christine Tasin | 27 juillet 2016

Inoui. Du jamais vu en terre de France ni même sur la planète. Nous sommes attaqués sur notre propre territoire, la seule solution serait de fermer toutes les mosquées, d'interdire l'entrée de notre pays à tout musulman et de bouter l'islam hors de France et voici que le Sinistre de l'Intérieur, bafouant, en sus, la loi de 1905 qui dit que l'Etat ne subventionne aucun culte, veut créer à l'échelle de toute la France un statut spécial, dérogatoire, pour l'islam.
L'islam deviendrait ainsi une « religion » largement subventionnée par l'Etat, les imams et autres responsables seraient payées par le contribuable et les interdits contenus dans la loi de 905 passeraient à la trappe.
C'est énorme. Inoui.
Mais pas étonnant.
Le sinistre et machiavélique Boubakeur était reçu ce matin à l'Elysée.
Or, il faut se souvenir que la création d'un Concordat, sous forme de dérogation, d'exception à la loi de 1905 était une de

ses demandes. Dès 2008.

Le coup du moratoire, Tariq Ramadan nous l'avait déjà fait ! C'était sur la lapidation des femmes ! (1) Certes, celui que Caroline Fourest appelle Frère Tariq paraissait plus progressiste que son frère, Hani, qui lui justifie la lapidation des femmes adultères. (2)

Cette fois, Boubakeur, à l'issue du conseil d'administration du CFCM (Conseil Français du Culte Musulman) demande carrément un moratoire de dix ou vingt ans (rien que cela !) sur la loi de séparation des Eglises et de l'Etat de 1905 (3).

Pourquoi se gênerait-il ? Par ses propos à Rome, puis à Ryad, Sarkozy a déroulé le tapis rouge aux Eglises, il fallait bien qu'il y en ait un qui profite de la brèche, et, dans ce rôle, le recteur liberticide de la Mosquée de Paris est le meilleur, puisque c'est l'islam qui sert de fer de lance à cette offensive. Boubakeur a beau avoir justifié la fatwa contre Salman Rushdie en 1989, avoir lutté contre une loi contre le voile à l'école, avoir manifesté contre le Pacs, avoir porté plainte contre Charlie Hebdo, il jouit toujours du statut de musulman modéré, face aux intégristes de l'UOIF. Les ministres viennent le voir en plein ramadan, pratique obscurantiste s'il en est, pour rompre le jeûn avec lui. On l'invite sur les plateaux de télévision, où, tout en se disant laïque, il pleurniche tout le temps sur les discriminations faites aux musulmans. Sarkozy l'emmène dans ses bagages à Alger, où il assiste, béat, au discours hallucinant du président de la République, renvoyant dos-à -dos l'islamophobie et l'antisémitisme.

En remerciement de tous ces bons et loyaux services, Boubakeur joue le jeu que le pouvoir et les Eglises attendent de lui : demander la fin de la loi de 1905.

Finalement, elle dérange beaucoup de monde, cette « putain de loi de 1905 », comme le disait avec humour notre collaboratrice Mireille Popelin ! Il faut remettre du religieux dans plein de secteurs de la société, cela fera mieux passer les politiques d'austérité, de rigueur et de chômage de masse. En Europe, ils veulent, à travers l'article 15-1 du nouveau traité de Lisbonne, qui remplace l'ancien article I-52, institutionnaliser le fait que l'Eglise catholique est consultée avant tout projet politique, devient donc une structure incontournable. D'autre part, en Europe, vingt pays sur vingt-cinq sont signataires de concordats avec l'Eglise catholique, ils veulent que la France entière s'aligne là -dessus. Dans cet esprit,

la commission Machelon, mise en place par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, rêve, au nom de la lutte contre les discriminations, de mettre en place une logique concordataire de type Alsace-Moselle sur l'ensemble du territoire. Les islamistes turcs, qui pensent toujours entrer dans cette Europe, sentent que c'est le moment. Ils veulent donc en finir avec l'interdiction du voile à l'université (lire article de Jeanne Bourdillon), que Mustapha Kemal avait institué. Les protestants, chez qui les évangéliques sont aujourd'hui majoritaires, attendent tranquillement que l'Etat « toilette » la loi interdisant le financement de la construction de lieux de cultes, pour demander de bénéficier de ces dérogations. Les mouvements comme l'Eglise de scientologie, les Témoins de Jéhovah, les Mormons, les Raéliens et d'autres attendent de cette révision d'être reconnus comme Eglises à part entière, et de bénéficier de toutes les subventions, dérogations fiscales et autres, qu'aujourd'hui l'article 2 de cette maudite loi interdit. Bref, le décor est planté, on voit le scénario qui se met en place.

[…]

(1)http://fr.youtube.com/watch?v=cQFa4NDTTTE

(2) http://fr.youtube.com/watch?v=fjqs57uEsGs&feature=related

(3) lemonde.fr// M. Boubakeur, propose un « moratoire » (…)

http://ripostelaique.com/Encourage-par-les-propos-de.html

Alors, il est tout à fait légitime de penser qu'un gouvernement aux abois qui ne sait plus quoi faire, qui s'inquiète davantage des critiques de « la droite » et du FN que de la sécurité de ses concitoyens cherche des solutions.

Boubakeur a sans doute sussurré au niaiseux Cazeneuve que l'islam ne poserait plus de problème – ce qui est une façon de reconnaître qu'il en pose… mais qui ira l'avouer ? – si l'Etat lui organisait un statut royal lui permettant (sur le papier…) d'être maître dans les mosquées.

Couillonnade. Gigantesque tartufferie. Manipulation et désinformation. Chacun sait que le statut de Concordat en Alsace Moselle n'a jamais induit une surveillance et encore

moins une prise de décision quelconque de l'Etat dans les églises. L'Etat paye, et c'est tout. Par ailleurs, un Etat débordé, qui manque de bras, de fonctionnaires, de policiers… qui devrait, en sus, aller surveiller et organiser chaque mosquée ? Ils se foutent de nous, ouvertement et de plus en plus.

Mais Cazeneuve s'en fout. Il croit peut-être encore, l'imbécile heureux, qu'en donnant de l'argent et des avantages inouis aux musulmans il calmerait les terroristes. Et, surtout il achèterait les voix pour 2017 ; les enjeux sont bien plus importants que la vie de milliers ou de millions de Sans-Dents.

Or nous savons, nous, que le terrorisme n'est pas une question d'argent ni de nomination des imams. C'est l'islam qui pose problème, c'est le Coran qui pose problème. Payé par le gouvernement ou pas l'imam ne peut que transmettre les monstrueux et cruels enseignements de Mahomet..

Nous subissons le terrorism e parce que nous avons passé toutes les étapes précédentes du djihad. Il s'agit à présent de nous islamiser par la terreur. Rien de plus. Rien de moins. Et Cazeneuve est ignoble avec sa proposition, au moment où nous aurions besoin d'un Danton et d'un Robespierre aux manettes.

Bernard Cazeneuve réfléchirait à un concordat avec l'islam

Selon *Le Canard Enchaîné*, le ministre de l'Intérieur réfléchirait depuis quelques temps à une association entre l'Etat et l'islam en France. Le but pour Bernard Cazeneuve serait de mieux organiser l'islam dans le pays, et de permettre un contrôle amélioré de l'Etat sur le culte musulman.

Comme en Alsace-Moselle

Selon Bernard Cazeneuve, cité par l'hebdomadaire, « il faut arrêter de se faire instrumentaliser par la droite sur la question de l'islam » et reprendre la main. Pour preuve de son implication sur le dossier, le ministre aurait évoqué au séminaire gouvernemental du 23 juillet les « dix lieux de culte fermés » par son gouvernement, et sa volonté d'en faire plus.

« Tout en gardant mes principes républicains, je m'interroge sur l'usage vis-à-vis de l'islam d'un concordat tel que celui qui est en vigueur en Alsace-Moselle » aurait déclaré le ministre.

Comme le rappelle *Le Canard*, un tel concordat impliquerait la rémunération par l'Etat des ministres des Cultes, et la validation de leur nomination. Une mesure qui va à l'encontre d'un rapport sénatorial publié au début du mois de juillet et qui préconisait, au contraire, le retrait de l'Etat des affaires du culte musulman.

http://www.bfmtv.com/politique/bernard-cazeneuve-reflechirait-a-un-concordat-avec-l-islam-1019994.html

Pour soutenir Résistance républicaine financièrement, cliquez sur http://resistancerepublicaine.com/don/ et choisissez le montant de votre don